

reçu le 26 juin 76

Une interview d'un responsable du Front populaire de libération d'Oman

"LES ARMEES ETRANGERES RESTENT. LA GUERRE CONTINUE"

Quels sont les derniers développements de la situation en Oman et dans la région du Golfe?

Ces développements sont de trois ordres : militaire, politique et diplomatique.

Au plan militaire, vous savez qu'une nouvelle campagne a été lancée par les forces étrangères en octobre dernier. En décembre 1974 déjà les anglo-iraniens avaient tenté, sans succès et au prix de pertes sensibles, d'isoler les zones libérées du Yémen démocratique et de détruire le potentiel militaire du Front dans ces zones. Lors de la dernière campagne, qui s'est étalée sur plus de trois mois, les forces iraniennes qui constituent le fer de lance des troupes ennemies ont occupé des positions nouvelles sur la frontière yéménite. Cela a été rendu possible par l'emploi de moyens sans précédent. Alors qu'une partie de nos troupes de la région ouest faisait face à des tentatives de percée depuis les grandes bases iraniennes de Manston, d'Heroun et de la ligne Damavand, des forces aéroportées puissantes établissaient plusieurs nouveaux postes de la base de Sarfeit jusqu'à Darbat Ali, en territoire yéménite. Deux facteurs nouveaux ont grandement facilité les opérations ennemies : l'emploi lors de toutes les opérations de couvertures aériennes puissantes et les bombardements de la marine iranienne.

Malgré les combats furieux que nous avons engagés nous avons dû choisir de ne pas hypothéquer l'avenir de notre révolution en exposant sur une superficie limitée les forces armées de toute une région au déluge de l'artillerie ennemie. Une partie de nos forces situées dans le secteur Sarfeit-Damavand s'est repliée vers la région centrale du Dhofar, l'autre au Yémen démocratique.

Et y-a-t-il actuellement encore des forces iraniennes stationnées en territoire yéménite?

Le sultanat prétend que les opérations lancées sur la frontière l'ont été sans concours iraniens. Pour améliorer l'image de marque de l'armée de Quabous et surtout pour ne donner à aucun état matière à se sentir solidaire du Yémen démocratique. Il y a néanmoins actuellement des portions de territoire yéménite qui se trouvent sous le contrôle de l'armée du chah...

Quelle est l'attitude yéménite à ce sujet?

C'est une question que vous devrez poser aux responsables yéménites. En tout cas il faut être conscient que les données du problème ne sont pas uniquement militaires. Lorsqu'en octobre dernier l'aviation et la marine iraniennes ont bombardé

.../...

le Yémen démocratique jusqu'à 80 km de profondeur, il s'agit d'un acte de guerre flagrant. Mais le plus significatif est que l'attaque ait été annoncée officiellement par la presse et la radio de Téhéran.

Ce que le régime iranien aurait pu vouloir dissimuler - l'attaque d'un pays arabe par des forces iraniennes à plus de mille kilomètres de l'Iran - il l'a en quelque sorte proclamé! Ce qui dans le contexte d'une solidarité inter-arabe normale appellerait des réponses unanimes et puissantes, le régime du chah, encouragé par la facilité avec laquelle il a réussi à s'acheter silences, complaisances et complicités, a cru pouvoir le revendiquer.

Et l'estimation s'est révélée juste. Munies des enregistrements de la radio de Téhéran, des délégations yéménites se sont rendues dans plusieurs capitales arabes pour chercher des appuis face à l'Iran. Les réponses ont été, sauf exception, surprenantes, même cyniques : "Pourquoi ne réglez vous pas avant toute chose votre conflit avec le sultanat?" ont conseillé plusieurs états. Le Yémen démocratique comme nous mêmes devons tenir compte de cette situation.

En ce qui concerne le Front par exemple...?

Nous prenons en considération la possibilité d'une attaque iranienne sur le Yémen démocratique et l'incapacité du Yémen à s'y opposer.

Militairement...

Militairement, mais en fin de compte c'est une décision politique. Les pays voisins par exemple, ceux qui sont les plus concernés, n'apporteraient aucun soutien concret.

Quelles sont les conséquences de cette situation sur le terrain? Vos forces au Dhofar sont-elles isolées?

Tout d'abord nous nous trouvons dans la situation apparemment paradoxale de disposer d'une force puissante et bien armée au Yémen et de ne pouvoir l'utiliser normalement pour les raisons que j'ai évoquées. Nos opérations militaires sont actuellement menées depuis les régions centrale et est. Les communications avec ces régions ne sont pas coupées en ce qui concerne les petits groupes à pied. Mais nous ne pouvons plus, comme à une époque, faire franchir la frontière à de grandes caravanes de ravitaillement. Remarquez toutefois que pendant les premières années de notre lutte, en fait jusqu'en 1969, nous n'avons pas dépendu de ravitaillement transitant par le Yémen. Et plus récemment, depuis l'intervention iranienne de 1973, les régions centrale et est précisément sont devenues peu à peu autosuffisantes. Les difficultés de ravitaillement externe ne peuvent être décisives pour la continuation de la lutte armée. Nos plus grandes unités sont maintenant scindées en petits groupes et réorganisées.

Ces groupes reçoivent de la population de la nourriture. Ils se procurent auprès des supplétifs de l'armée du sultan des produits de base, des armes et des munitions...

C'est justement pour empêcher la liaison entre vos forces et la population que les stratèges britanniques de la contre-guérilla tentent de rassembler la population rurale dans des centres de regroupement. Vos forces ne risquent-elles pas à long terme de se retrouver isolées?

Vous abordez le problème de ce que nos ennemis appellent "la pacification". Ils utilisent en effet pour attirer la population dans leurs "centres de regroupement" - nous disons camps de concentration- la tactique de la carotte et du bâton. La carotte c'est l'offre faite de recevoir facilités et gratifications pour rejoindre ces camps, le bâton c'est l'acharnement sur la personne et les moyens de subsistance de ceux qui s'y refusent. Il s'agit de réaliser le vieux rêve du sultan de "vider l'eau pour capturer le poisson". Dans l'ensemble la population rurale refuse de rejoindre les camps, à l'exception de certains qui ont tout perdu et qui n'ont pas le choix. Les Britanniques se sont tout d'abord satisfaits de la création de ces camps dans lesquels la population est logée, nourrie et rétribuée sans aucune contrepartie pour être mieux coupée du monde extérieur. Mais surgissent maintenant mécontentement et contradictions.

Ainsi le regroupement des supplétifs pour l'armée du sultan, les Firqats, a été réalisé selon les appartenances tribales. On ne compte plus actuellement les accrochages et quelquefois même les batailles entre différents groupes tribaux. Ces rivalités font le jeu des puissances d'occupation puisqu'elles divisent des Omanais et émoussent la conscience de l'identité nationale. Elles font aussi le notre, bien sûr, et les unités de Firqats n'ont jamais constitué une menace pour nos combattants. Les Britanniques eux-mêmes les trouvent "peu sûres" et ils confessent que leur action est "décevante". De toute façon les regroupements de population actuels concernent principalement les anciens citadins qui avaient fui les villes pour échapper aux bombardements britanniques.

Qu'est ce qui a changé sur le terrain depuis l'intervention iranienne?

Cette intervention nous cause de nombreuses difficultés. Le déferlement d'une force colossale et barbare sur un territoire des dimensions du Dhofar ne va pas sans conséquences. Avant l'intervention l'essentiel des habitants du Dhofar vivait en sécurité dans les zones libérées selon des principes d'organisation démocratiques. Aujourd'hui la population rurale et nos combattants parmi elle font face à un ennemi qui peut bombarder tout point du territoire à tout moment et souvent

.../...

même débarquer des troupes et boucler, quadriller, interroger, emprisonner. La relation de la population à l'ennemi est changée. Elle doit, comme nos unités, tenir compte des possibilités nouvelles de l'adversaire. La prudence est la règle, notre organisation a été refondue. C'est à ce prix que nous pouvons continuer à faire face aux troupes d'intervention. Les observateurs disposent d'un indicateur précieux pour estimer la dimension de l'affrontement en cours : c'est le niveau de la présence militaire étrangère. Cette présence n'a jamais été aussi massive. Puisque les armées étrangères restent la guerre continue.

Vous admettez que les troupes iraniennes ont conquis de nouvelles positions au Dhofar. Leur élan n'est-il pas irrésistible?

Nos deux atouts principaux demeurent le soutien de notre peuple et la préservation de notre potentiel militaire et humain. On ne peut juger une guerre de libération avec les mêmes critères qu'une guerre classique, en mesurant l'avancée ou le recul d'un front de bataille par exemple. Faut-il rappeler les exemples historiques, en particulier récents, où il s'est avéré hasardeux de mesurer le succès de forces contre-révolutionnaires aux fluctuations de la population et du territoire qu'elles contrôlent? Et il ne faut pas perdre de vue que si c'est au Dhofar que le conflit en cours trouve son expression la plus violente, dans le reste d'Oman l'enjeu n'est pas moindre.

Les forces étrangères y consolident leur présence et des déclarations officielles ont confirmé le maintien des troupes iraniennes, y compris dans leurs bases du nord du pays. C'est là l'expression d'une politique iranienne globale pour laquelle Oman ne constitue qu'une étape, une tête de pont pour contrôler la péninsule arabique. Cette politique a des conséquences visibles. Elle crée des mutations de première importance.

Quel genre de mutations?

Les structures de pouvoir omanaises par exemple n'existent pratiquement plus. Au niveau local ou régional il n'y a plus d'autorité autre que celle de quelques centaines de commissions mixtes anglo-iraniennes qui dépendent en dernier ressort du Conseil national de sécurité du sultanat, organisme dont la majorité des membres sont des officiers étrangers. Tout est fait pour affaiblir l'autorité de ceux qui sont considérés, à un titre ou à un autre, comme des nationalistes de tradition. Nombre de chefs de tribu d'Oman intérieurement et d'anciens partisans de l'Imam ont été nommés à des postes à Mascate où ils ne représentent plus qu'eux mêmes. Mais ils peuvent alors recevoir une part du gâteau national en prélevant des commissions sur les projets qui leur passent entre les mains. D'une manière plus générale, on peut dire

que la corruption et le trafic d'influence atteignent tous les niveaux de l'administration du plus petit fonctionnaire jusqu'au sultan. Cela permet d'élargir un peu la base sociale du régime mais rend impossible la mise sur pied d'un programme de réformes qui puisse constituer une réponse adéquate au mouvement de libération. L'impossibilité est financière et surtout politique : le favoritisme (chaque ministre introduit sa tribu dans son administration) et l'individualisme empêchent la définition d'une politique.

La répression dans le sultanat est massive. Huit cent prisonniers politiques sont détenus dans des conditions misérables. Certains sont torturés, d'autres exécutés. Dans les exploitations pétrolières et les chantiers des entreprises étrangères, les revendications pour l'amélioration des conditions de travail sont traitées comme des tentatives de subversion et relèvent directement des services de sécurité. Ces services sont dirigés par des experts britanniques, jordaniens et, depuis que la Savak son propre appareil dans le pays, iraniens. La mainmise iranienne sur Oman n'est pas uniquement militaire et policière. La politique étrangère du sultanat est maintenant alignée sur celle de Téhéran. Au début de l'année, la création d'une "Agence de presse du Golfe arabe" a suscité des réactions menaçantes de la part du régime iranien. Le ministre des Affaires étrangères Zawawi s'est immédiatement rendu à Téhéran pour expliquer que les responsables de l'initiative devaient être cherchés ailleurs que dans le sultanat. A en croire le chah, les troupes iraniennes stationnent en Oman "à la demande du sultan". Que penser de ces déclarations quand il devient clair que le sultan est en fait inféodé au régime iranien?

L'"iranisation" du pays va d'ailleurs bon train. Des contingents d'étudiants supposés "loyaux" vont maintenant étudier dans une université spéciale, à Chiraz. Les bulletins d'information commencent régulièrement avec des actualités iraniennes. Les programmes scolaires même ont été modifiés pour "gommer" des manuels d'histoire toute mention des invasions persanes du pays.

Les mutations se produisent au niveau des structures du pouvoir. Elles sont aussi sociales...

Oui, les anciennes structures sociales disparaissent peu à peu et de nouvelles surgissent. L'établissement de ces nouvelles structures et la polarisation des forces patriotiques nouvelles vont de pair. Politiquement les masses populaires éprouvent le besoin de résistance. Mais nous avançons prudemment dans l'organisation de cette résistance pour ne pas répéter nos erreurs passées dans ce domaine. Trois facteurs facilitent notre action en Oman du nord : la banqueroute politique du régime, notre expérience et la prise de conscience révolutionnaire de la population.

.../...

Que pensez vous des récents rapprochements diplomatiques entre certains états de la région?

Tout d'abord nous n'avons pas de position de principe contre la normalisation de relations entre états, nous n'en avons pas le droit. Des normalisations ont eu lieu entre l'Irak et l'Iran, l'Irak et l'Arabie séoudite, le Yémen démocratique et l'Arabie séoudite. Dans le premier cas nous pensons que le régime iranien a pu utiliser l'accord conclu pour renforcer sa pression sur nous. Dans le dernier cas nous disons que l'établissement de relations avec l'Arabie séoudite devrait être accompagné d'une grande vigilance au niveau intérieur pour que le peuple yéménite soit informé des différences entre les deux régimes. L'Arabie séoudite n'établit pas de relations pour le bénéfice du régime yéménite et celui-ci doit demeurer sur ses gardes. Nous disons aussi que l'établissement de telles relations ne doit pas influencer l'attitude du Yémen démocratique envers la révolution en Oman et les autres mouvements révolutionnaires.

Pensez vous que le Yémen démocratique fasse preuve d'un certain "manque de vigilance" actuellement?

L'accord a été annoncé par un communiqué laconique et depuis nous n'avons noté aucune campagne publique d'explication. Ni à l'intérieur du pays ni à l'extérieur, auprès de tous ceux pour qui le Yémen démocratique représente un symbole et un exemple dont le poids va bien au delà de son importance en tant qu'état. Il faudrait couper court à toutes les rumeurs qui courent sur l'accord et qui sont préjudiciables au Yémen démocratique.

Quels sont les aspects positifs de l'accord?

Il permet de geler un front et de concentrer les efforts contre l'agression iranienne. Une meilleure stabilité interne peut aussi faciliter la réalisation du plan quinquennal.

Les autorités yéménites imposent-elles maintenant des limitations à votre activité?

Nous devons de nous mêmes prendre en considération ces nouvelles relations si nous voulons conserver de bons rapports avec les autorités yéménites. Dans les faits cela constitue une sorte de limitation.

Pensez vous que l'Arabie puisse jouer un quelconque rôle d'opposition face à l'Iran?

Il existe des contradictions entre l'Iran et l'Arabie séoudite qui essaye de créer un bloc d'alliances capable de s'opposer aux prétentions hégémoniques iraniennes sur des états qu'elle voudrait elle même dominer. Mais pour ne donner à l'Iran aucun prétexte à intervenir l'Arabie séoudite redouble d'efforts pour liquider les mouvements nationaux et progressistes dans la péninsule et former un bloc réactionnaire homogène soumis à

sa tutelle. Mais elle n'est pas prête à entrer en conflit ouvert avec l'Iran. Il y a néanmoins actuellement une lutte de tendance au sein de la famille des Séoud sur ce sujet. Nous la suivons avec attention.

En dernier ressort l'objet de la compétition entre les deux régimes est la défense des intérêts des Etats-Unis qui stimulent les achats d'armes de leurs protégés pour que ceux-ci soient à même d'imposer le moment venu une solution américaine au conflit israélo-arabe.